

Union Démocratique du Centre (UDC)



Rapport annuel

2024

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	2
PREAMBULE	3
1. RETROSPECTIVE 2024	5
2. INTERVENTIONS DU GROUPE PARLEMENTAIRE UDC	25
2.1 Documents de fond de l'UDC Suisse.....	25
2.2 Réponses de l'UDC aux consultations.....	25
2.3 Communiqués, newsletter, journal du parti, conférences de presse, Editions spéciales.....	31
2.4 Site web et réseaux sociaux	32
3. ORGANES DU PARTI	33
3.1 Assemblée des délégués.....	33
3.2 Direction du parti	34
3.3 Comité directeur	34
3.4 Comité du parti	35
3.5 Secrétariat général	38
3.6 Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale.....	38
4. VOTATIONS FEDERALES EN 2024.....	41
5. l'UDC DANS LES PARLEMENTS CANTONAUX.....	43
6. LES SECTIONS CANTONALES DE l'UDC EN LIGNE	44

PREAMBULE

La Suisse fait face à un chaos débordant en matière d'asile, à des dépenses publiques en constante augmentation et à une érosion effrénée de la sécurité.

Le sombre et véritable visage des fanatiques de l'asile de la gauche rose-verte se montre avec toujours plus de netteté. Les traces de sang des personnes blessées par les migrants demandeurs d'asile sont de plus en plus visibles. Seule l'UDC s'y oppose résolument. Le débat qui s'ouvre sur l'Union européenne (UE) démontre également que « la classe politique » ne veut pas résoudre les problèmes de la Suisse, mais livrer notre pays aux diktats de Bruxelles.

Lutter contre l'immigration de masse et le chaos de l'asile - Initiative pour la protection des frontières

L'année dernière a également été marquée par une immigration d'asile galopante accompagnée d'actes de violence graves commis par des demandeurs d'asile. Cela engendre une dynamique malsaine de hausse des coûts de l'asile et de la justice. Le conseiller fédéral socialiste Beat Jans, formellement responsable de cette misère, se soustrait au Parlement et à l'opinion publique en s'isolant au Palais fédéral.

L'expérience de ces dernières années a démontré que ni le Conseil fédéral ni le Parlement n'ont la volonté ou la capacité de résoudre le problème de l'asile. Le peuple doit donc prendre les choses en main.

Pour rétablir enfin la sécurité de la Suisse, l'UDC Suisse a lancé l'initiative pour la protection des frontières lors de son assemblée extraordinaire à Bâle. Cette initiative populaire vise à sécuriser les frontières, à endiguer les abus de l'asile et à expulser systématiquement les criminels étrangers. En clair, elle vise à mettre un terme au chaos de l'asile et ramener la sécurité.

Votations fédérales

Avec l'acceptation de la 13^e rente AVS, le rejet de l'initiative sur les rentes et la réforme de la LPP, l'année 2024 a apporté des décisions très difficiles en termes de politique sociale. Avec les décisions prises par le peuple, c'est une fois de plus la classe moyenne qui a été mise à contribution et la garantie à long terme des œuvres sociales a été manquée. Le rejet par le peuple du projet d'extension des autoroutes est particulièrement regrettable.

En revanche, le rejet par le peuple de l'initiative sur la biodiversité est un signal fort ; la mise sous tutelle par la gauche rose-verte doit enfin cesser. Ce que les gens mangent et la manière dont l'agriculture produit ne peuvent pas être le résultat d'une approche de planification centralisée. Le fait que le souverain ait également rejeté massivement l'initiative sur la responsabilité environnementale prouve qu'il faut en finir avec les fantasmes de toute-puissance de la gauche rose-verte.

Elections cantonales

L'UDC a pu progresser massivement lors des élections cantonales et a atteint de nouveaux sommets dans les cantons. Ces résultats électoraux n'auraient toutefois pas été possibles sans l'énorme travail des nombreux bénévoles et candidats engagés dans les cantons. Il convient de souligner en particulier l'entrée de Martina Bircher

au Conseil d'Etat du canton d'Argovie, qu'elle a réussie haut la main au premier tour malgré une contre-campagne écœurante.

Soumission à l'UE : les europhiles veulent embarquer sur un navire en perdition

Juste à temps pour Noël, les europhiles de l'entourage de la présidente de la Confédération Viola Amherd ont déposé un cadeau empoisonné sous le sapin de Noël du peuple suisse : l'accord de soumission institutionnelle de la Suisse à l'UE.

Dans le cadre d'une action secrète sans précédent, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue à Berne pour recevoir l'hommage de Viola Amherd. Cerise sur le gâteau : le traité reste secret - sans doute parce qu'il n'est pas encore prêt. Comment peut-on approuver un contrat sans l'avoir lu ? Le groupe UDC a tenu une veillée sur la place fédérale ; les bougies ont ensuite été soufflées et la hallebarde a été prise en main. Car désormais, il nous faut nous battre pour une Suisse libre.

Perspectives - en 2025, il faut éviter la soumission à l'UE

L'année 2025 commence sous le signe de cet ineffable traité européen. De nombreux cercles en Suisse sont prêts à livrer le pays à l'UE. Que l'Union soit un club de perdants ne les intéresse pas. Qu'ils nuisent à la Suisse - concrètement à la classe moyenne - en se rattachant à ce navire en perdition ne les intéresse pas non plus. On peut discuter de la motivation de nombreuses personnes à vouloir soumettre la Suisse à l'UE. Cette volonté d'autodestruction ne me semble pas honnête.

En tous les cas, la lutte contre le traité de soumission à l'UE reste notre priorité. Avec l'initiative pour la protection des frontières, nous devons défendre les intérêts de notre pays.

Mais nous sommes également appelés à nous battre sur d'autres fronts. Il faut gagner les élections dans les cantons et les communes, s'imposer lors des votations et toujours faire de la politique dans l'intérêt des habitants de la Suisse.



Henrique Schneider
Secrétaire général

1. RETROSPECTIVE 2024

JANVIER

Stop à l'Etat ! C'est trop à gauche et trop cher !

Extrait du communiqué de presse du 6 janvier 2024

L'Etat devient de plus en plus cher et de plus en plus puissant ; des milliards de dettes et de nouveaux impôts pour la population active nous menace. Les principaux représentants de l'économie, de la Confédération et de la science sont unanimes : la croissance de l'Etat et les dépenses publiques doivent être réduites de toute urgence. Sinon, la Suisse risque de connaître la même misère que l'UE, lourdement endettée.

Afin de mettre un terme à la croissance destructrice de l'Etat, l'UDC Suisse a formulé, lors de sa traditionnelle réunion des cadres à Bad Horn (TG), les exigences suivantes :

- Il faut réduire les dépenses publiques d'au moins 10% dans les domaines qui ont le plus augmenté au cours des 20 dernières années, à savoir : Aide au développement, asile, culture, Etat social et personnel fédéral ;
- Il faut strictement respecter le frein à l'endettement. Non aux bidouillages prévus par les partis de centre-gauche ;
- Il faut lutter contre l'expansion de la gauche dans l'administration, les médias, l'éducation et les ONG.

Changement au secrétariat général de l'UDC Suisse

Extrait du communiqué de presse du 18 janvier 2024

A partir du 1er mars 2024, Monsieur Henrique Schneider prendra la direction du secrétariat général de l'UDC Suisse. L'UDC Suisse se réjouit d'avoir pu s'attacher les services d'une personnalité profilée en la personne d'Henrique Schneider pour diriger le secrétariat général. L'actuel secrétaire général, Peter Keller, continuera à travailler pour l'UDC Suisse en tant que secrétaire général adjoint. Avec cette nouvelle composition, la présidence du parti renforce la force de frappe politique du secrétariat général.

La commission de recherche soutient le candidat Marcel Dettling

Extrait du communiqué de presse du 22 janvier 2024

La commission de recherche de l'UDC Suisse se réjouit que le conseiller national Marcel Dettling, un candidat de choix, se mette à disposition pour la présidence du parti. Après l'expiration du délai d'inscription le 19 janvier 2024, seule la candidature de Marcel Dettling a été annoncée, ce qui témoigne de sa large acceptation au sein du parti.

Une rente pour tous, ce sont des milliards à la charge des actifs

Extrait du communiqué de presse du 23 janvier 2024

Une 13e rente AVS pour tous les retraités – indépendamment de leurs besoins effectifs – coûterait 5 milliards de francs par an. Les personnes actives et leurs employeurs payeraient l'addition par le biais de cotisations salariales plus élevées et les consommateurs par le biais d'une hausse de la TVA. Ce sont en particulier les jeunes familles et les familles monoparentales qui souffriraient de ces charges supplémentaires considérables. Pour remédier à la faiblesse de certaines rentes, le Conseil national a déjà soutenu l'idée d'examiner le relèvement des rentes les plus modestes. Une large alliance regroupant l'UDC, le PLR, le Centre et les Vert'libéraux combat l'initiative des syndicats, qu'ils jugent coûteuse et antisociale. À leurs yeux, le contrat intergénérationnel doit être assuré à l'avenir aussi.

Non au traité de soumission avec l'UE – Le comité directeur de l'UDC Suisse adopte une résolution pour défendre notre liberté et nos droits populaires

Extrait du communiqué de presse du 26 janvier 2024

Lors de sa réunion à Altdorf (UR), le comité directeur de l'UDC Suisse a évalué le nouveau mandat de négociation du Conseil fédéral avec l'UE : Le Conseil fédéral veut toujours faire de la Suisse une colonie de l'UE. Un tel traité de soumission équivaut à une tentative de putsch contre le souverain ; les Suissesses et les Suisses n'auraient ainsi plus rien à dire dans leur propre pays. Le comité directeur du parti demande au Conseil fédéral de créer des conditions claires vis-à-vis de l'UE et a adopté une résolution en ce sens à l'attention de l'assemblée des délégués qui se tiendra demain à Bürglen (UR). Pour les votations du 3 mars 2024, le comité du parti recommande aux délégués de voter non à l'initiative pour une 13e rente AVS et oui à l'initiative sur les rentes. En outre, le comité du parti a élu à l'unanimité Henriette Schneider comme nouveau secrétaire général de l'UDC Suisse.

Sauvons l'AVS ! Non à la ruineuse 13e rente AVS, oui à la flexibilité de l'âge de la retraite. Il faut sauver la Suisse ! Les délégués de l'UDC adoptent une résolution pour une Suisse indépendante contre le traité de soumission à l'UE.

Extrait du communiqué de presse du 27 janvier 2024

Lors de leur assemblée de ce jour à Bürglen (UR), les délégués de l'UDC Suisse ont adopté à l'unanimité la résolution contre le mandat de négociation de l'UE et un traité de soumission avec l'UE. Pour les votations du 3 mars prochain, ils ont clairement dit non à la 13e rente AVS et oui à l'initiative sur les rentes.

L'UDC s'oppose au travail bâclé de la commission et défend l'autodétermination de la Suisse

Extrait du communiqué de presse du 30 janvier 2024

La majorité de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a **approuvé sans broncher** le mandat de négociation du Conseil fédéral. **Cette capitulation devant l'UE est honteuse.**

L'UDC critique la procédure bâclée du Conseil fédéral, des cantons et des commissions parlementaires :

- Le 15 décembre 2023 – juste avant les vacances de Noël – le Conseil fédéral adopte le mandat de négociation. Le délai de consultation expire déjà à la mi-

février 2024. Il n'est donc pas possible de mener une discussion sérieuse.

- Dans un « Common Understanding » entre l'UE et la Suisse, le Conseil fédéral **approuve déjà de fait toutes les exigences essentielles de l'UE**.
- De plus, ce « Common Understanding » n'était disponible qu'en anglais jusqu'à la semaine dernière. **Ce n'est que sous la pression de l'UDC que le document, rédigé dans un langage juridique complexe, a été présenté dans les langues nationales.** Manifestement, le zèle aveugle de l'UE règne en lieu et place de la responsabilité politique de l'Etat.
- Tant la Commission de politique extérieure que les commissions thématiques concernées (Commission des transports et des télécommunications CTT, Commission de l'énergie CEATE, Commission de l'économie CER) ont **refusé de procéder à des auditions complètes et à un examen approfondi** des conséquences de l'accord prévu sur l'ordre juridique et les conditions-cadres de la Suisse. Les **voix critiques n'ont** en grande majorité **pas même été invitées** à l'occasion des auditions.
- Les cantons, dont la souveraineté sera massivement touchée en cas d'accord institutionnel, ne s'expriment pas individuellement, mais uniquement de manière concertée par le biais d'une construction sans légitimité démocratique appelée Conférence des cantons (CdC). Cet **abandon du principe fédéraliste** est sans précédent.
- La démarche du Conseil fédéral est **hypocrite**. Il parle depuis peu d'une « solution globale ». Il s'agit là encore d'un **rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE** : reprise automatique du droit européen, soumission à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avec des mesures pénales unilatérales et paiements réguliers de plusieurs milliards.
- Le Conseil fédéral, l'administration fédérale europhile et les autres partis tentent de **faire échapper le projet de traité de soumission au peuple suisse** : ils ne veulent pas d'une votation populaire obligatoire impliquant la majorité des cantons.

Présidence de l'UDC Suisse : la commission de recherche recommande à l'unanimité Marcel Dettling

Extrait du communiqué de presse du 31 janvier 2024

L'UDC Suisse prend connaissance avec satisfaction du fait que la commission de recherche s'est prononcée à l'unanimité en faveur de la candidature du conseiller national Marcel Dettling (SZ) à la présidence de l'UDC Suisse. L'élection sera menée par les délégués de l'UDC Suisse lors de leur assemblée du 23 mars 2024 à Langenthal (BE).

FEVRIER

Le chaos de l'asile se poursuit : 30'000 nouveaux demandeurs d'asile attendus

Extrait du communiqué de presse du 1er février 2024

Au lieu de stopper l'immigration liée à l'asile, le nouveau ministre de la Justice Beat Jans (PS) ne fait qu'observer, lui aussi, la dérive de la politique d'asile. Les coûts et la criminalité explosent. L'UDC exige des contrôles aux frontières et la fin de l'asile pour les migrants arrivant en Suisse en provenance de pays tiers sûrs.

Les autres partis veulent abandonner le modèle de réussite de la Suisse : Les inconvénients concrets pour l'économie et l'agriculture du projet de traité de soumission à l'UE

Extrait du communiqué de presse du 13 février 2024

La délégation UDC de la Commission de l'économie du Conseil national (CER-N) a déposé 22 propositions visant à clarifier la position de la Suisse vis-à-vis de l'UE tout en garantissant l'autodétermination de notre pays et les bases politico-économiques de notre modèle de réussite. Les autres partis, en revanche, acceptent l'abandon de la Suisse.

Le chaos de l'asile est un risque pour la sécurité de la Suisse

Extrait du communiqué de presse du 15 février 2024

L'année dernière, plus de 30'000 migrants d'asile sont arrivés en Suisse et plus de 30 000 demandes d'asile sont également attendues pour 2024. Le chaos de l'asile, dont sont responsables le PS, les Verts, le PLR, le Centre et les Vert'libéraux, constitue un risque pour la sécurité de la population suisse et coûte des milliards de francs. Maintenant, ça suffit !

Le chaos de l'asile, dont les autres partis sont responsables, constitue un risque pour la sécurité de la population suisse.

Extrait du communiqué de presse du 16 février 2024

La Suisse a perdu le contrôle de qui entre dans notre pays : le nombre de migrants en quête d'asile et d'immigrés clandestins explose. Cette situation engendre des milliards de coûts et une criminalité croissante. La population suisse paie un lourd tribut face à cette politique d'asile ratée dont sont responsables le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le PLR et le Centre. Lors de la session de printemps, le groupe UDC s'engagera pour mettre un terme au chaos de l'asile. Lors de sa séance d'aujourd'hui à Seedorf (UR), il a décidé à l'unanimité de déposer des interventions en ce sens. En outre, le groupe parlementaire demande une session extraordinaire consacrée à la protection des frontières suisses.

Ne donnons plus d'argent liquide aux requérants d'asile

Extrait du communiqué de presse du 17 février 2024

Lors de la session de printemps, le groupe parlementaire fédéral UDC s'engage à mettre un terme au chaos de l'asile et examine entre autres l'utilisation de cartes de paiement afin de rendre la Suisse moins attractive pour les migrants. Lors de sa séance de préparation de 2 jours à Seedorf (UR), le groupe parlementaire s'est informé sur le fonctionnement d'une carte de paiement pour les demandeurs d'asile.

Le mandat de négociation de l'UE entraîne des milliards de coûts supplémentaires

Extrait du communiqué de presse du 19 février 2024

Le mandat de négociation de l'UE franchit des lignes rouges à tous points de vue : Le Conseil fédéral n'accepte pas seulement des juges étrangers, la reprise automatique du droit européen et des milliards de francs de tribut versés à l'UE. Il se trouve en outre dans l'aveuglement le plus complet en ce qui concerne les coûts supplémentaires pour notre pays et ce, bien que la Confédération soit déjà au bord du gouffre sur le plan financier. Le fait que la Commission des finances n'assume pas sa fonction

de surveillance et approuve le mandat de négociation de l'UE est par ailleurs scandaleux.

Les caisses de la Confédération sont vides. Dans le domaine de l'**asile**, les dépenses **explorent** : en 2023, **plus de 30'000 migrants en quête d'asile** sont arrivés en Suisse, en plus des Ukrainiens avec un statut S. La Confédération avait budgété **4 milliards de francs** à cet effet. Pour 2024, la Confédération prévoit à nouveau 30'000 demandeurs d'asile.

Avec plus de **140 milliards de francs**, la montagne de **dettes** dont nos enfants et petits-enfants hériteront n'a jamais été aussi élevée depuis des décennies.

Cette montagne de dettes continue de croître : la Confédération comptabilise toujours de manière extraordinaire les dépenses de plus d'un milliard de francs pour les Ukrainiens au statut S.

Selon le plan financier, le **déficit** de la Confédération prévu pour **2026** s'élève à **1.5 milliard de francs** et il sera de plus de **3 milliards** de francs en 2027.

Es reicht: Stoppen wir endlich die masslose Zuwanderung!

Auszug aus der Medienmitteilung vom 23. Februar 2024

Die Massenzuwanderung in die Schweiz geht ungebrochen weiter. Die Probleme verschärfen sich an allen Fronten. Nur die Volksinitiative «Keine 10-Millionen-Schweiz!» kann den negativen Trend brechen.

Une armée suisse pour une Suisse sûre et neutre

Extrait du communiqué de presse du 27 février 2024

« Chaos au DDPS : quelle est la mission de l'Armée suisse ? » L'UDC s'inquiète de l'état de l'armée : problème de direction au DDPS, financement peu clair, rapprochement avec l'OTAN au lieu de la neutralité armée. L'UDC présente son nouveau document de fond en matière de politique de sécurité « Être à nouveau en mesure de se battre ».

Swisscom : Pas de sortie shopping avec l'argent des contribuables suisses !

Extrait du communiqué de presse du 28 février 2024

Swisscom veut reprendre Vodafone Italia pour 8 milliards d'euros. L'UDC Suisse porte un regard critique sur ce rachat. La Confédération est l'actionnaire majoritaire de Swisscom et est donc responsable en dernier ressort de l'entreprise.

Le oui à la 13e rente AVS est la quittance pour le gaspillage d'argent du Parlement !

Extrait du communiqué de presse du 3 mars 2024

Le centre-gauche gaspille des milliards de francs d'argent public dans le domaine de l'asile, de l'aide au développement et pour le statut S. Le oui clair à la 13e rente AVS est la quittance de ce gaspillage d'argent à l'étranger, ce qui n'est pas sans conséquences : La 13e rente AVS aggraverait le déficit de l'AVS et du budget fédéral. La gauche doit maintenant prendre ses responsabilités et assumer les hausses des impôts et des déductions salariales encore plus importantes à venir.

Groupe parlementaire fédéral UDC : Pas de traité de soumission avec l'UE !

Extrait du communiqué de presse du 5 mars 2024

Le Conseil fédéral veut toujours rattacher la Suisse à l'UE. C'est ce qui ressort clairement de ce que l'on appelle le « Common Understanding » (« Entente commune ») qui est à la base du mandat de négociation avec l'UE. Le groupe parlementaire UDC a analysé ce document en détail lors de sa séance de ce jour ; l'accord visé avec l'UE équivaldrait à un abandon de la Suisse. Le groupe UDC combattrait résolument et par tous les moyens ce traité de soumission à l'UE.

Non au traité de soumission à l'UE, oui à une Suisse libre et prospère

Extrait du communiqué de presse du 8 mars 2024

L'UDC rejette le mandat de négociation de l'UE adopté par le Conseil fédéral, qui essaie de nous faire avaler des couleuvres. Par ce soi-disant « Common Understanding », le Conseil fédéral est prêt à satisfaire en grande partie les exigences de l'UE. En d'autres termes, le Conseil fédéral accepte la reprise automatique du droit européen, la soumission à la Cour de justice de l'UE et le versement de milliards à l'UE. Il est même favorable à ce que l'UE prenne des mesures punitives contre la Suisse si les électeurs suisses ne respectent pas les exigences de l'Union ! En d'autres termes, avec le mandat de négociation, le Conseil fédéral approuve la soumission totale de la Suisse à l'Union européenne.

Ne vous laissez pas bernier : le projet de traité européen est une soumission totale de la Suisse à l'UE !

Extrait du communiqué de presse du 12 mars 2024

« Jeter la Suisse en pâture à l'UE ? NON à l'accord de soumission à l'UE – nous voulons rester libres ! » C'est par une action forte à Berne que le groupe parlementaire de l'UDC a lancé aujourd'hui la lutte contre le traité de soumission à l'UE et pour le maintien de la liberté des Suissesses et des Suisses. En effet, ce traité de soumission prévu par le Conseil fédéral signerait tout bonnement la fin de la démocratie directe, du succès économique et donc de la prospérité de la Suisse.

Seule l'UDC s'engage résolument pour la sécurité de la population suisse

Extrait du communiqué de presse du 14 mars 2024

Qu'il s'agisse de contrôles systématiques aux frontières ou de mettre fin au chaos de l'asile, une fois de plus, la majorité de centre-gauche au Parlement fédéral refuse de prendre des mesures efficaces contre l'immigration illégale. Fait particulièrement décevant : même pour le conseiller fédéral Beat Jans, la sécurité de la population suisse n'est pas une priorité absolue. Cette nonchalance du PS, des Verts, des Vert'libéraux, du Centre et du PLR montre clairement que l'initiative populaire de l'UDC « Stopper le chaos de l'asile (Initiative pour la protection des frontières) » est urgente.

Swisscom et la négligence ; l'UDC demande l'interdiction des engagements à l'étranger

Extrait du communiqué de presse du 15 mars 2024

L'UDC condamne fermement les aventures à l'étranger des entreprises publiques suisses. Les entreprises bénéficiant d'une garantie d'Etat de fait ne doivent pas risquer l'argent des contribuables. Si la direction fait preuve de négligence, le Conseil fédéral doit engager une action en responsabilité contre le conseil d'administration et la direction.

La non-application honteuse de l'initiative sur l'immigration de masse

Extrait du communiqué de presse du 21 mars 2024

L'immigration incontrôlée se poursuit sans relâche. La migration d'asile, qui débouche directement sur l'Etat social, est particulièrement dévastatrice.

La Berne fédérale n'aime rien tant que produire des rapports. La semaine dernière, le Conseil fédéral a publié une « vue d'ensemble de la promotion du potentiel de main-d'œuvre indigène » de 61 pages. Jusque-là, c'est ennuyeux. Ce qui est intéressant, en revanche, c'est ce qui suit le titre entre parenthèses : « Mise en œuvre de l'art. 121a Cst »...

Rappelons que l'article 121a de la Constitution fédérale comprend la mise en œuvre de l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse, acceptée par le peuple et les cantons en 2014. C'est-à-dire la gestion de l'immigration par des nombres maximums annuels et des contingents pour les étrangers. Comme nous le savons, **le Parlement n'a PAS mis en œuvre la volonté du peuple. Chaque année, environ 100'000 personnes supplémentaires immigreront en Suisse.** A cela s'ajoutent environ 30'000 migrants en quête d'asile.

Au lieu de mettre en œuvre les éléments clés de l'initiative contre l'immigration de masse, le Parlement a promis de mieux utiliser le « potentiel de main-d'œuvre indigène ». Le bilan est embarrassant. **Selon le rapport, seule la moitié environ (52.3 %) des personnes immigrées prennent un emploi.** Le reste ne travaille pas, mais a besoin d'infrastructures, de transports publics, de routes, de logements, de prestations de santé, d'écoles et d'autres services. Le fait que l'on se plaigne d'un manque de main-d'œuvre qualifiée malgré une immigration record montre que **ce ne sont manifestement pas les bonnes personnes qui arrivent** et qu'elles **ne disposent pas du tout des qualifications** souhaitées.

Pour que le ministre de l'Asile Beat Jans puisse joindre la parole aux actes, l'UDC lui remet 220 vraies solutions face au chaos de l'asile

Extrait du communiqué de presse du 22 mars 2024

Le chaos de l'asile a pris une ampleur insupportable : Les migrants demandeurs commettent presque quotidiennement des actes de violence, des viols, des cambriolages et des vols. Parallèlement, les coûts sociaux explosent. Le ministre socialiste de l'Asile Beat Jans annonce des mesures, mais il faut maintenant passer aux actes. Car les solutions efficaces existent : l'UDC a déposé 220 interventions parlementaires au cours des dernières années. Lors de sa réunion à Langenthal (BE), le comité directeur de l'UDC a chargé le groupe parlementaire fédéral de remettre ces solutions au Conseiller fédéral en charge Beat Jans.

Elu à l'unanimité, Marcel Dettling est le nouveau président de l'UDC Suisse !

Extrait du communiqué de presse du 23 mars 2024

Lors de leur assemblée à Langenthal (BE), les délégués de l'UDC Suisse ont élu à l'unanimité le conseiller national Marcel Dettling (SZ) comme nouveau président de l'UDC Suisse. En outre, les délégués ont pris les mots d'ordre pour les votations populaires du 9 juin 2024 : ils disent clairement non à la loi sur l'électricité, à l'initiative sur l'allègement des primes et à l'initiative sur le frein aux coûts.

Au lieu de dilapider des milliards à l'étranger, il faut utiliser cet argent pour la population suisse

Extrait du communiqué de presse du 27 mars 2024

La volonté du Conseil fédéral de financer la 13e rente AVS par des prélèvements sur les salaires est inacceptable, car c'est avant tout la population active et la place industrielle suisse qui en pâtissent. L'UDC maintient sa revendication selon laquelle la 13e rente AVS doit être financée par des économies dans le domaine de l'asile et de l'aide au développement.

AVRIL

Les annonces seules ne résolvent pas les problèmes ; l'UDC exige des actes concrets du conseiller fédéral Beat Jans contre le chaos de l'asile

Extrait du communiqué de presse du 2 avril 2024

Au cours de ses 100 premiers jours de fonction, le ministre de l'Asile Beat Jans a annoncé, à grands renforts d'annonces médiatiques, de petits durcissements dans le domaine de l'asile. Mais il n'y a toujours pas d'actions concrètes pour faire baisser durablement le nombre de demandeurs d'asile. L'UDC le prend au mot et attend dès lors une mise en œuvre rapide de mesures plus ambitieuses, ce d'autant plus que des solutions efficaces existent.

L'Union démocratique du centre récolte 114 600 signatures et dépose l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions! (initiative pour la durabilité) »

Extrait du communiqué de presse du 3 avril 2024

Une fois la collecte de signatures lancée, neuf mois ont suffi au comité d'initiative pour récolter 114'600 signatures et soumettre l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions! (initiative pour la durabilité) » à la Chancellerie fédérale, sous

la direction de l'UDC du canton de Zurich. Le franc succès rencontré par l'initiative de l'UDC montre que la population réclame de toute urgence une immigration durable et contrôlée de façon autonome.

Immigration record : plus de 260'000 personnes ont immigré en Suisse en 2023 !

Extrait du communiqué de presse du 4 avril 2024

Les derniers chiffres de la Confédération confirment ceux de l'UDC : en 2023, plus de 260'000 personnes ont immigré en Suisse ! Les conséquences de cette immigration démesurée pour notre petit pays sont dramatiques. Malgré cela, la majorité de centre-gauche au Conseil fédéral et au Parlement refuse toujours de mettre en œuvre l'article constitutionnel sur la gestion autonome de l'immigration. La population suisse en a assez de cette politique irresponsable. Les plus de 114'000 signatures récoltées en très peu de temps pour l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) » le prouvent.

L'arrêt de Strasbourg est inacceptable : la Suisse doit se retirer du Conseil de l'Europe

Extrait du communiqué de presse du 9 avril 2024

L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) est un scandale. L'idéologie et le déni de réalité règnent manifestement dans les palais de justice européens. Les tribunaux ont pour mission de dire le droit et non de faire de la politique. De plus, les juges de Strasbourg n'ont même pas pris en compte le fait que la Suisse est exemplaire en matière de réduction des émissions de CO2. L'UDC condamne fermement cette ingérence de juges étrangers et demande le retrait de la Suisse du Conseil de l'Europe.

Neutralité : Tirer le frein d'urgence, pour la sécurité et la paix

Extrait du communiqué de presse du 11 avril 2024

L'UDC Suisse salue le dépôt de l'initiative sur la neutralité. La dissolution insidieuse de la neutralité est un danger pour la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse.

L'initiative sur la neutralité a été déposée aujourd'hui avec plus de 130'000 signatures certifiées. L'UDC Suisse félicite les auteurs de l'initiative. Il est important que **la neutralité suisse soit inscrite de manière claire et sans équivoque dans la Constitution fédérale.**

Programme de législature : l'UDC s'engage pour une Suisse sûre, neutre et indépendante

Extrait du communiqué de presse du 15 avril 2024

Lors de sa séance du jour, le groupe parlementaire fédéral UDC s'est penché sur le programme de législature 2023-2027. Une fois de plus, seule l'UDC s'engage pour les valeurs suisses.

Les autres partis veulent renoncer à la souveraineté et à la neutralité de la Suisse, assouplir le frein à l'endettement constitutionnel et sacrifier la sécurité de l'approvisionnement énergétique et électrique de la Suisse sur l'autel d'une protection du climat aveuglée par l'idéologie. En outre, ils refusent toujours de contrôler l'immigration. Le groupe UDC demande que le programme de législature du Conseil fédéral

soit complété par les éléments suivants :

- Protéger la Suisse des juges étrangers (juges de la CJUE et de la CEDH) ;
- **garantir durablement la prospérité de la Suisse** en protégeant **l'indépendance du pays, les droits démocratiques du peuple suisse, la neutralité et le fédéralisme** ;
- assurer des relations d'égal à égal entre la Suisse et l'UE, c'est-à-dire :
 - **pas d'abandon de l'indépendance** du pays ;
 - **pas d'affaiblissement des droits démocratiques** du peuple suisse ;
 - pas de remise en cause du fédéralisme et de l'autonomie des cantons et des communes ;
 - **pas de reprise automatique du droit de l'UE** ;
 - pas de soumission à la juridiction de l'UE ;
 - **pas d'affaiblissement des dispositions sur l'immigration**, déjà non conforme à la Constitution, par la reprise de la directive européenne sur les citoyens de l'Union ;
 - pas de paiements annuels au nom de la cohésion ;
- l'adoption du message sur l'initiative populaire « Maintien de la neutralité suisse (initiative sur la neutralité) », déposée le 11 avril à la Chancellerie fédérale ;
- l'adoption du message relatif à l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions » (initiative pour la durabilité), déposée le 3 avril à la Chancellerie fédérale, **afin que la Suisse puisse à nouveau gérer et limiter l'immigration de manière autonome** ;
- **la suppression d'un nouveau programme de réinstallation** qui permettrait aux demandeurs d'asile de venir directement en Suisse par avion ;
- l'endiguement de l'immigration illégale et la limitation de la migration d'asile par l'introduction d'un contingent annuel d'octroi de l'asile ;
- la garantie d'un approvisionnement en énergétique et électrique sûr, stable et abordable pour l'économie et la population ;
- l'adoption du message relatif à l'initiative populaire « De l'électricité en tout temps pour tous (stop au black-out) » et au contre-projet indirect ;
- **l'arrêt de la croissance effrénée des dépenses et surtout aucun assouplissement du frein à l'endettement** garanti par la Constitution.

Les paroles, c'est bien ; les actes, c'est mieux !

Extrait du communiqué de presse du 16 avril 2024

L'UDC remet au conseiller fédéral Beat Jans plus de 200 solutions contre le chaos de l'asile. Malheureusement, ce dernier brille par son absence.

Caisse fédérale vide : l'UDC soumet au groupe d'experts 18 propositions concrètes qui allégeraient le budget fédéral de 5.5 milliards de francs par an

Extrait du communiqué de presse du 17 avril 2024

Les dépenses fédérales, notamment celles liées à l'asile, explosent. La montagne de dettes atteint un niveau record et des déficits de plusieurs milliards menacent dans les années à venir. L'UDC s'oppose fermement à ce que la classe moyenne soit encore plus sollicitée par des impôts et des taxes encore plus élevés. Le groupe UDC soumet au groupe d'experts mis en place par la cheffe des finances Karin Keller-Sutter 18 propositions concrètes qui permettraient d'alléger le budget fédéral de 5.5 milliards de francs par an.

Des assouplissements plutôt que des durcissements : Le ministre socialiste de l'Asile Beat Jans montre son vrai visage

Extrait du communiqué de presse du 1er mai 2024

Au lieu de serrer la vis en matière d'asile, comme annoncé, le Conseil fédéral, sous la houlette du ministre socialiste de l'Asile Beat Jans, s'incline devant les juges de Strasbourg : Désormais, les personnes admises à titre provisoire – c'est-à-dire les demandeurs d'asile déboutés – pourront faire venir leur famille en Suisse encore plus rapidement.

Une large alliance dit OUI à cette réforme de la LPP attendue de longue date

Extrait du communiqué de presse du 15 mai 2024

La votation populaire sur la réforme de la LPP aura lieu le 22 septembre 2024. La réforme comble des lacunes de prévoyance pour les personnes travaillant à temps partiel et celles à bas revenus. De nombreuses femmes bénéficieront de cette réforme, qui renforce par ailleurs l'équité entre les générations et améliore les chances des travailleurs de plus de 50 ans sur le marché du travail. Une large alliance de partis (PVL, PEV, Le Centre, PLR et UDC) et d'associations soutient le projet.

Ingérence inacceptable des juges de Strasbourg : le groupe UDC demande la dénonciation de la CEDH à l'unanimité

Extrait du communiqué de presse du 17 mai 2024

Lors de sa réunion à Schaffhouse (SH), le groupe parlementaire UDC aux Chambres fédérales a adopté à l'unanimité une motion demandant la dénonciation de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), en raison du jugement scandaleux rendu début avril par les juges de Strasbourg dans l'affaire dite des Aînées pour la protection du climat. Il est totalement inacceptable que la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) s'immisce de plus en plus dans les affaires nationales et prenne des décisions politiques.

Situation financière désastreuse : pas de fonds supplémentaires pour l'asile et l'aide au développement

Extrait du communiqué de presse du 18 mai 2024

Compte tenu du déficit de plusieurs milliards, le groupe UDC rejette les comptes 2023 ainsi que les crédits supplémentaires pour le domaine de l'asile et l'aide au développement. Concernant le message FRI, il demande un plafonnement des dépenses pour la période 2021-2024. En outre, lors de sa réunion de deux jours à Schaffhouse, le groupe UDC a décidé à l'unanimité d'agir politiquement contre l'idéologisation dans les hautes écoles suisses. Les protestations propalestiniennes montrent une fois de plus comment les idéologies woke de gauche se sont répandues dans les universités suisses et ont infiltré des domaines d'études entiers.

Pour une Suisse libre et sûre : protégeons les frontières et stoppons les abus en matière d'asile !

Extrait du communiqué de presse du 25 mai 2024

La politique d'asile suisse est un échec. Chaque année, des dizaines de milliers de prétendus « demandeurs d'asile » arrivent en Suisse. Avec l'aide de bandes de passeurs, ils traversent de nombreux pays tiers sûrs avant de déposer une demande d'asile dans notre pays. Les conséquences de cette mauvaise politique d'asile sont désastreuses : les coûts de cette politique et la criminalité explosent. Vu que ni le ministre socialiste de l'asile, Beat Jans, ni les autres partis n'agissent pour lutter contre ces abus généralisés, le peuple doit se rendre aux urnes. Lors de l'assemblée extraordinaire des délégués à Bâle (BS), les délégués de l'UDC Suisse ont approuvé à l'unanimité le lancement de l'initiative populaire « Stop aux abus de l'asile ! (Initiative pour la protection des frontières) ».

Lancement de la récolte des signatures devant la forteresse « Palais fédéral »

Extrait du communiqué de presse du 28 mai 2024

Si le ministre socialiste de l'asile, Beat Jans, n'agit pas pour résoudre les abus de l'asile, la population devra faire entendre sa voix : le groupe parlementaire de l'UDC aux Chambres fédérales a lancé la récolte de signatures pour l'initiative populaire « Stop aux abus de l'asile ! (Initiative pour la protection des frontières) ».

Non à un nouvel assouplissement du regroupement familial au détriment de la classe moyenne suisse

Extrait du communiqué de presse du 28 mai 2024

En raison de l'immigration de masse et des abus en matière d'asile, les coûts de l'aide sociale et de la santé explosent. Mais au lieu de limiter enfin l'immigration, le PS et les Verts veulent une nouvelle fois abaisser les obstacles : les étrangers naturalisés, par exemple ceux originaires d'Afrique ou de pays musulmans, doivent pouvoir faire venir plus facilement les membres de leur famille. Comme toujours, c'est la classe moyenne suisse qui en supporte les coûts. Le groupe UDC rejette à l'unanimité l'initiative parlementaire des milieux socialistes.

Aveu involontaire du Conseil fédéral : les contrôles systématiques aux frontières rendent la Suisse plus sûre

Extrait du communiqué de presse du 31 mai 2024

En raison de menaces terroristes, le Conseil fédéral renforce le contrôle des frontières « pendant les grands événements sportifs ». Et après les Jeux olympiques d'été, le Conseil fédéral se moquera-t-il à nouveau de la sécurité de la population suisse ?

Déclaration du groupe UDC sur la conférence du Bürgenstock des 15 et 16 juin 2024 et sur la neutralité perpétuelle, armée et globale de la Suisse

Extrait du communiqué de presse du 4 juin 2024

Le groupe UDC est préoccupé par ce qui se passe autour de la conférence du Bürgenstock des 15 et 16 juin 2024. Si les efforts de paix doivent être salués dans leur principe, il s'avère toutefois que la neutralité suisse n'est plus reconnue par toutes les parties au conflit : La Russie a déjà clairement fait savoir qu'elle ne souhaitait pas participer à la conférence du Bürgenstock.

Oui à la loi sur l'électricité : un détour coûteux pour peu d'électricité

Extrait du communiqué de presse du 9 juin 2024

L'UDC prend acte avec regret du oui à la loi sur l'électricité. Une fois de plus, on a fait de fausses promesses à la population.

Suisse à 10 millions d'habitants : le Conseil fédéral ne fait rien contre l'immigration de masse

Extrait du communiqué de presse du 26 juin 2024

Via la libre circulation des personnes et l'asile, plus de 100'000 personnes (solde net) immigreront chaque année en Suisse, avec des conséquences désastreuses pour notre petit pays. La population suisse en a assez de cette politique d'immigration irresponsable, comme le montre l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions (initiative pour la durabilité) », qui a abouti en très peu de temps. Le fait que la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral rejette l'initiative populaire sans contre-projet frise le refus de travailler.

JUILLET

Le Conseil fédéral travaille à une adhésion rampante à l'OTAN – d'où la nécessité de l'initiative sur la neutralité

Extrait du communiqué de presse du 10 juillet 2024

L'UDC s'oppose fermement à l'adhésion à l'initiative European Sky Shield (ESSI), qui constitue un pas supplémentaire vers l'adhésion à l'OTAN et va à l'encontre de la neutralité armée perpétuelle de la Suisse, pourtant garantie internationalement depuis des siècles. De plus, notre pays risque de perdre sa souveraineté en termes de défense de son propre espace aérien.

Prix Résistance : L'UDC se distingue par son courage personnel et sa résistance politique

Extrait du communiqué de presse du 14 juillet 2024

Arbitraire des autorités, politique de gauche rose-verte teintée d'interdictions et de mise sous tutelle, suppression des droits démocratiques : il faut des personnes courageuses pour se défendre contre un État envahissant.

Conférence de presse « 200 jours du conseiller fédéral Beat Jans » : Le chaos de l'asile a pris une ampleur insupportable pour la population suisse

Extrait du communiqué de presse du 30 juillet 2024

Augmentation massive des cambriolages, des vols et des actes de violence. Les jeunes filles n'osent plus prendre les transports en commun. Les demandeurs d'asile pénètrent dans les maisons, les appartements et les magasins. Les vulgarités, le harcèlement et les interventions de la police sont monnaie courante.

AOÛT

L'immigration en Suisse reste démesurée, d'où la nécessité des initiatives populaires de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! (Initiative pour la durabilité) » et « Stop aux abus de l'asile ! (initiative pour la protection des frontières) »

Extrait du communiqué de presse du 8 août 2024

Au lieu de mettre en œuvre le mandat constitutionnel, de limiter l'immigration et de mettre fin au chaos de l'asile, le ministre socialiste de la Justice Beat Jans jette de la poudre aux yeux de la population et laisse son Secrétariat d'État aux migrations (SEM) enjoliver la situation. En effet, la légère baisse de l'immigration communiquée par le SEM pour le premier semestre 2024 ne masque pas le fait que l'immigration continue de battre des records.

Seule l'initiative sur la protection des frontières mettra fin au chaos de l'asile

Extrait du communiqué de presse du 14 août 2024

Le pacte européen sur l'immigration et l'asile est censé mettre un terme à l'immigration massive de demandeurs d'asile. En réalité, cet accord – tout comme Schengen/Dublin – sera un échec coûteux. Au lieu de miser sur des solutions européennes inefficaces, la Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration illégale liée à l'asile, comme le propose l'initiative populaire « Stop aux abus de l'asile ! (initiative pour la protection des frontières) » de l'UDC.

Quand avez-vous le temps Monsieur le Conseiller fédéral Jans ? Le comité de l'UDC Suisse invite le ministre de l'asile Beat Jans à un échange.

Extrait du communiqué de presse du 16 août 2024

Le chaos de l'asile persiste : les chiffres et les coûts explosent, les abus sévissent et la criminalité importée a pris une ampleur insupportable. Cette politique d'asile n'est plus dans l'intérêt de la population suisse. Lors de sa réunion à Brigue (VS), le comité de l'UDC Suisse s'est montré profondément préoccupé par cette situation et c'est pourquoi il invite le conseiller fédéral en charge du département de l'asile, le socialiste Beat Jans, à un échange. Pour les votations du 22 septembre 2024, le comité du parti recommande aux délégués de voter non à l'initiative sur la biodiversité et oui à la réforme de la LPP.

Chaos de l'asile : avec l'initiative pour la protection des frontières, nous reprenons le contrôle !

Extrait du communiqué de presse du 17 août 2024

Les coûts explosent, la criminalité augmente et les abus se multiplient : le chaos de l'asile, dont le centre-gauche est responsable, a pris des proportions insupportables pour la population suisse. Comme la majorité de centre-gauche au Parlement fédéral ne parvient pas à mettre un terme au chaos de l'asile, le peuple doit agir. L'assemblée des délégués de l'UDC Suiss, réunie aujourd'hui à Loèche (VS), s'est concentrée sur l'initiative populaire « Stop aux abus dans le domaine de l'asile ! (Initiative pour la protection des frontières) ». En outre, les délégués ont pris les mots d'ordre pour les votations populaires du 22 septembre 2024 : ils disent clairement NON à l'initiative sur la biodiversité et OUI à la réforme de la LPP.

La conseillère fédérale Viola Amherd veut détruire la neutralité suisse

Extrait du communiqué de presse du 21 août 2024

L'UDC s'oppose fermement à la participation de la Suisse au pacte militaire PESCO de l'UE. Le Conseil fédéral abandonne ainsi à la légère la neutralité et la souveraineté de notre pays. En participant au pacte militaire de l'UE, le Conseil fédéral met en outre en jeu la sécurité de la population suisse par négligence grossière. L'UDC exige que le Conseil fédéral soumette impérativement cet objet au Parlement.

La Commission d'étude de la politique de sécurité, politiquement biaisée, présente un rapport de complaisance

Extrait du communiqué de presse du 29 août 2024

Dans son rapport, la commission d'étude sur la politique de sécurité mise en place par la conseillère fédérale Amherd se concentre unilatéralement sur un rapprochement avec l'OTAN ainsi qu'avec la politique de sécurité de l'UE. L'UDC s'oppose catégoriquement à ces deux mesures, car elles signifient la fin de la neutralité de la Suisse.

NON au regroupement familial étendu au monde entier

Extrait du communiqué de presse du 30 août 2024

Crise du logement, hausse de la criminalité, coûts de plusieurs milliards de francs pour l'aide sociale et le système de santé : L'immigration massive et le chaos de l'asile créent des problèmes massifs. Le groupe UDC rejette à l'unanimité le regroupement familial étendu à l'échelle mondiale.

L'UDC exige que les demandeurs d'asile ne reçoivent plus d'argent liquide

Extrait du communiqué de presse du 31 août 2024

Le groupe parlementaire UDC aux Chambres fédérales s'est réuni aujourd'hui à Zermatt (VS) en vue de la session d'automne.

Si l'on veut mettre fin aux abus en matière d'asile, il faut contrôler les flux financiers. Chaque année, des dizaines de milliers d'immigrés illégaux arrivent en Suisse en provenance du monde entier, par les voies de l'asile, avec un objectif clair : ils veulent profiter de notre système social pour payer leurs passeurs et envoyer de l'argent dans leur pays d'origine.

La politique malhonnête du Conseil fédéral en matière de statut de protection joue les prolongations

Extrait du communiqué de presse du 4 septembre 2024

Le Conseil fédéral prolonge le statut de protection S pour les Ukrainiens, sans toutefois s'attaquer aux dysfonctionnements. Cela implique des coûts à hauteur de milliards de francs pour les contribuables suisses ces prochaines années.

L'Etat coûte beaucoup trop cher : l'UDC exige des mesures d'économie sans aucun tabou

Extrait du communiqué de presse du 5 septembre 2024

L'UDC salue les propositions d'économies du groupe d'experts. Mais l'Etat a un potentiel d'économies encore bien plus important : notamment dans le domaine de l'asile, de l'aide au développement et des salaires mirobolants de certains fonctionnaires bernois. L'UDC tend la main au PLR et au Centre pour former une alliance bourgeoise en vue de faire des économies.

Non à libre circulation mondiale et subversive des immigrés : l'UDC rejette le pacte de l'ONU sur les migrations

Extrait du communiqué de presse du 10 septembre 2024

L'immigration incontrôlée et démesurée fait partie des plus grandes préoccupations des Suisses. Pour le groupe UDC, il est clair que notre pays doit à nouveau gérer lui-même l'immigration et mettre un terme à l'immigration illégale (en particulier, l'asile). Le pacte de l'ONU sur les migrations est d'autant plus dangereux qu'il veut imposer une libre circulation totale des immigrés à l'échelle mondiale, et ceci de manière subversive. Le groupe UDC demande donc que la Suisse rejette sans équivoque le pacte de l'ONU sur les migrations.

Abus de l'asile : Beat Jans dort, le PLR se réveille, qu'en est-il de Gerhard Pfister et du Centre ?

Extrait du communiqué de presse du 11 septembre 2024

Une alliance bourgeoise contre les abus en matière d'asile est indispensable au Parlement. Le PLR et Le Centre ont la responsabilité de contribuer à régler les problèmes en soutenant les interventions de l'UDC lors de la session d'automne.

Session extraordinaire sur l'asile : le PLR et le Centre doivent maintenant prendre leurs responsabilités

Extrait du communiqué de presse du 17 septembre 2024

Le flot de migrants qui profitent de notre système d'asile ne faiblit pas et la plupart sont des jeunes hommes viennent de pays musulmans. Les coûts et la criminalité explosent. Lors d'une session extraordinaire, le groupe UDC veut enfin mettre un terme à l'immigration illégale. Pour la première fois, le PLR manifeste son soutien à un durcissement urgent de la politique d'asile.

Le « non » à la réforme de la LPP est un « non » aux projets d'extension irresponsables des prestations voulus par le PS

Extrait du communiqué de presse du 22 septembre 2024

Les électeurs suisses ont dit non à la réforme de la LPP. La majorité ne voit pas de nécessité urgente d'agir dans le domaine de la prévoyance professionnelle. Toutefois, les électeurs suisses ne veulent pas non plus d'expériences imprudentes en matière de LPP, notamment une extension des prestations qui ne serait pas finançable.

Succès de l'UDC sur la politique migratoire !

Extrait du communiqué de presse du 24 septembre 2024

L'UDC a fait passer deux interventions importantes sur l'asile au Conseil national : la fin du regroupement familial pour les demandeurs d'asile ayant reçu une décision d'asile négative (« admis provisoirement ») ainsi que l'échange systématique de données pour lutter contre l'immigration illégale en Suisse. Malheureusement, le Centre bloque toujours des solutions plus ambitieuses dans la lutte contre le chaos de l'asile : l'UDC a demandé en vain la fin de l'asile pour les migrants qui arrivent en Suisse par des pays sûrs et qui abusent ici de notre droit d'asile.

OCTOBRE

Le comité de l'UDC dit unanimement OUI à l'élargissement des autoroutes

Extrait du communiqué de presse du 11 octobre 2024

Lors de la réunion du comité du parti de l'UDC Suisse à Aarau (AG), le ministre des transports Albert Rösti a relevé l'importance de l'élargissement des autoroutes. Cet élargissement est devenu nécessaire et urgent à cause de l'immigration de masse. En revanche, malgré les dysfonctionnements massifs dans le domaine de l'asile, le ministre de l'asile, Beat Jans, a décliné l'invitation du comité du plus grand parti de Suisse. En vue des votations du 24 novembre 2024, le comité du parti recommande aux délégués de dire OUI à l'extension des routes nationales ainsi que de dire OUI aux deux projets de loi sur le droit du bail. En ce qui concerne le financement unifié des soins (EFAS), le comité du parti recommande la liberté de vote.

Remettons la Suisse en ordre !

Extrait du communiqué de presse du 12 octobre 2024

Chaos de la politique d'asile, chaos en matière financière et d'immigration, mais aussi dans la formation : la cause de presque tous les problèmes dans notre pays est l'immigration démesurée. Rien que l'année dernière, plus de 140'000 personnes supplémentaires ont immigré dans notre pays (solde migratoire). Les Suisses en ont assez de cette politique d'immigration et d'asile obsolètes. « L'UDC a des solutions ! L'initiative sur la protection des frontières contre les abus en matière d'asile et l'initiative sur la durabilité pour une immigration modérée », a déclaré le président du parti Marcel Dettling lors de l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse à Aarau (AG). « Nous devons rétablir l'ordre en Suisse ». A Aarau, les délégués ont pris les mots d'ordre pour les votations populaires du 24 novembre 2024 : ils ont clairement dit oui à l'extension des routes nationales, aux deux projets de loi sur les loyers et au financement unifié des soins (EFAS).

Le conseiller fédéral socialiste Beat Jans nous fait croire à des chimères ; stop à la politique migratoire de la gauche !

Extrait du communiqué de presse du 24 octobre 2024

On se frotte les yeux : le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) annonce moins de Maghrébins dans les centres d'asile fédéraux, moins de demandes d'asile en automne et la fermeture de 9 centres d'asile fédéraux temporaires. On suggère ainsi que l'argent des contribuables est utilisé avec précaution, bien que le domaine de l'asile soit plus cher que jamais. Mais le chef de l'asile, le socialiste Beat Jans, estime que la Suisse est sur la bonne voie, alors que le PS nous reproche de provoquer un chaos en matière d'asile.

NOVEMBRE

Le Conseil fédéral doit enfin faire preuve de clarté vis-à-vis de l'UE : Les droits populaires suisses ne sont pas négociables !

Extrait du communiqué de presse du 6 novembre 2024

La Suisse possède une démocratie unique ; dans aucun autre pays au monde, la population n'a autant son mot à dire que chez nous. Nous pouvons non seulement voter, mais aussi nous prononcer sur des questions politiques, comme par exemple sur la rente AVS, sur le montant des impôts, sur la sécurité des frontières, sur l'immigration démesurée, etc.

Asile : le statut S doit être réservé aux personnes ayant réellement besoin de protection

Extrait du communiqué de presse du 23 novembre 2024

La Confédération gaspille des milliards de francs d'argent public. Le Groupe parlementaire fédéral UDC s'oppose fermement à la croissance continue des dépenses et rejette clairement l'affaiblissement du frein à l'endettement inscrit dans la Constitution. L'octroi du statut S doit quant à lui être limité aux Ukrainiens ayant réellement besoin de protection. En outre, le groupe UDC s'oppose à toute nouvelle aide de plusieurs milliards à l'Ukraine.

Après le rejet du délestage autoroutier, il faut maintenant baisser la taxe sur les huiles minérales et stopper l'immigration démesurée !

Extrait du communiqué de presse du 24 novembre 2024

Le rejet des projets de désengorgement autoroutier, pourtant indispensables, est la rançon de la politique d'immigration irresponsable des autres partis et des associations économiques. Comme les projets de délestage ne sont pas mis en œuvre alors que leur financement est pourtant assuré depuis longtemps par le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), l'argent doit maintenant revenir aux automobilistes : L'UDC demande une baisse immédiate de l'impôt sur les huiles minérales. En outre, il faut mettre un terme à l'immigration excessive et pour cela, il faut soutenir l'initiative populaire de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions (initiative pour la durabilité) », qui a abouti.

Le Conseil fédéral veut livrer la Suisse à l'immigration de l'UE

Extrait du communiqué de presse du 27 novembre 2024

Comme le montre l'exemple de la Croatie, les « clauses de sauvegarde » de l'UE ne sont que de la poudre aux yeux. A partir du 1er janvier 2025, la Croatie bénéficiera de la libre circulation complète des personnes. Avec l'accord-cadre prévu par l'UE, nous n'aurons plus rien à dire en termes d'immigration.

La clause de sauvegarde, un anesthésiant pour le peuple

Extrait du communiqué de presse du 28 novembre 2024

Trop c'est trop : chaque année, plus de 100'000 personnes immigreront en Suisse. La grande majorité d'entre elles viennent de l'UE. Les Suisses en ont définitivement assez et veulent limiter l'immigration. Cela ne serait toutefois pas possible avec le projet d'accord-cadre de l'UE. Les europhiles nous mènent une fois de plus en bateau, tentant de nous faire accepter le traité de soumission avec une « clause de sauvegarde ». Aujourd'hui déjà, il existe une « clause de sauvegarde » qui ne fonctionne presque pas et la nouvelle « clause de sauvegarde » a encore moins de valeur.

Moins d'Etat, plus de prospérité !

Extrait du communiqué de presse du 29 novembre 2024

Les finances fédérales sont à la dérive, l'État devient de plus en plus cher et vorace et l'administration fédérale de luxe prospère au détriment de la population active. La croissance démesurée de l'Etat doit être stoppée. Pour ce faire, l'UDC Suisse présente son nouveau document de fond sur les finances et 18 propositions concrètes pour économiser facilement des milliards de francs au niveau fédéral.

DECEMBRE

Acierie de Gerlafingen : La politique climatique et énergétique idéologique de la gauche rose-verte asphyxie l'industrie

Extrait du communiqué de presse du 4 décembre 2024

Le groupe UDC s'oppose au subventionnement de l'industrie sidérurgique par des fonds fédéraux. La menace de fermeture de l'aciérie de Gerlafingen est une conséquence de la politique climatique et énergétique irresponsable et idéologique de la gauche rose-verte. Le groupe UDC approuve l'initiative cantonale du canton de St-Gall qui demande la suppression du statut S, ceci en raison de l'abus massif de ce statut généreux par des Roms et d'autres personnes qui n'ont pas vécu durablement en Ukraine auparavant.

La fin de l'asile et le renvoi des demandeurs syriens s'imposent

Extrait du communiqué de presse du 9 décembre 2024

La chute du régime Assad en Syrie nécessite des adaptations immédiates de la pratique suisse en matière d'asile, car sinon, nous risquons d'assister à une perte de contrôle similaire à celle de 2015 et à un problème similaire de ce lui que nous rencontrons avec l'Erythrée, à savoir que partisans et opposants au régime de Bachar Al Assad s'affrontent dans les rues de notre pays.

Abus et explosion de la criminalité : il est urgent de changer de cap dans le domaine de l'asile

Extrait du communiqué de presse du 11 décembre 2024

Le groupe parlementaire UDC approuve une série de durcissements dans le domaine de l'asile, devenus urgents au vu des abus généralisés, de l'augmentation massive des coûts et de l'explosion de la criminalité liée à l'asile. En outre, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a informé le groupe UDC des derniers développements de l'initiative sur la neutralité de Pro Suisse, qui a abouti fin mai 2024. Une fois de plus, l'UDC est le seul parti à s'engager en faveur de la neutralité, pilier essentiel de la paix et de la prospérité de notre pays.

Le même paquet de mensonges qu'en 2021 : L'UDC dit non au traité de soumission à l'UE !

Extrait du communiqué de presse du 20 décembre 2024

En 2021, le Conseil fédéral a interrompu les négociations avec l'UE. Pourquoi ? L'accord-cadre institutionnel visé n'était rien d'autre qu'un traité de soumission à l'UE. Et voilà que le Conseil fédéral revient à la charge avec le même traité.

Livrer la Suisse à l'UE en crise ?

Extrait du communiqué de presse du 20 décembre 2024

Livrer la Suisse à l'UE en crise, à des juges étrangers et payer des milliards à Bruxelles pour ça ? Certainement pas, Madame la Présidente de la Confédération Viola Amherd !

2. INTERVENTIONS DU GROUPE PARLEMENTAIRE UDC

Durant l'année 2024, les membres du groupe parlementaire UDC ont déposé 445 questions pour l'heure des questions, 175 interpellations, 198 motions, 27 questions, 32 initiatives parlementaires et 44 postulats. Le groupe UDC a également déposé 11 motions ainsi que deux interpellations.

L'aperçu complet des interventions est disponible sur Internet à l'adresse www.parlament.ch (Curia Vista, Objets) consultables par groupe politique, par conseiller individuel, par date ou par thème.

2.1 Documents de fond de l'UDC Suisse

En 2024, l'UDC a publié les **documents de fond et les argumentaires** suivants :

- Der Bund hat ein Ausgabenproblem, kein Einnahmenproblem (November 2024)
- Argumentarium zur Eidgenössischen Volksinitiative «Asylmissbrauch stoppen! (Grenzschutz-Initiative)» (August 2024)
- Die Schweizer Asyl- und Migrationspolitik ist gescheitert – und sie schadet unserer Bevölkerung (Juli 2024)
- Argumentarium zu den beiden Krankenkassen-Abstimmungen vom 9. Juni 2024 (April 2024)
- Wieder kämpfen können (Februar 2024)

Ces documents peuvent être consultées sur le site de l'UDC Suisse : www.udc.ch/positions/documents-de-fond/

2.2 Réponses de l'UDC aux consultations

En 2024, l'UDC a participé à **86 procédures de consultation**:

- Modifications d'ordonnances dans le domaine de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) avec entrée en vigueur le 1er juillet 2025
- 17.480 initiative parlementaire (Weibel) Urgences hospitalières. Taxe pour les cas bénins
- Modification du droit de la propriété par étage (art. 712a ss. CC)
- Procédure de consultation sur le projet de mise en œuvre de l'initiative parlementaire « Assouplir les conditions encadrant le télétravail » (16.484)
- Procédure de consultation sur l'initiative parlementaire « Une protection des plantes moderne, c'est possible » (22.441)
- Cautionnement solidaire en faveur du chargement de voitures
- Modification de la loi sur l'aviation
- Ordonnance sur l'exploitation des centrales de réserve destinées à la production d'énergie électrique pour le marché en cas de pénurie grave d'électricité

- Révision totale de l'ordonnance du DFF concernant l'indemnisation des autorités cantonales pour leurs dépenses liées à la perception de la redevance sur le trafic des poids lourds
- Nouveau régime d'admission des véhicules - Révision partielle de cinq ordonnances du droit de la circulation routière
- Modification de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) - Parts de la redevance pour les diffuseurs locaux de radio et de télévision et mesures de promotion en faveur des médias électroniques
- 18.455 initiative parlementaire (Grossen) Accorder la qualité de personne exerçant une activité lucrative indépendante en tenant compte de la volonté des parties
- 23.403 initiative parlementaire CPS-N Modification de la loi sur le matériel de guerre
- Crédit d'engagement pour l'indemnisation des prestations du trafic régional de voyageurs (TRV) pour les années 2026-2028
- Modification du CC - adoption facilitée de l'enfant du conjoint
- Modifications de la loi sur l'électricité (accélération de l'extension et de la transformation des réseaux électriques)
- Dispositions d'exécution de la loi sur le CO2 pour la période après 2024
- Ordonnance sur la préparation et la mise en œuvre des mesures de solidarité pour garantir l'approvisionnement en gaz
- Modification de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (FinfraG)
- Modification du code des obligations (transparence sur les aspects de durabilité)
- Modification de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (mise en œuvre de la deuxième étape de la révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire [LAT 2] et de la loi fédérale sur un approvisionnement en électricité plus sûr grâce aux énergies renouvelables)
- Révision de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité (rémunération du capital dans le réseau électrique et dans les installations subventionnées de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables)
- Loi fédérale sur l'échange automatique international d'informations relatives aux données salariales (AIALG)
- Révision partielle de l'ordonnance sur la signalisation routière afin de reprendre les contenus les plus importants de certaines normes techniques

dans le droit fédéral de la signalisation ; révision partielle de l'ordonnance réglant l'admission à la circulation routière concernant le cours sur les connaissances de la circulation.

- Modification du règlement sur l'assurance-vieillesse et survivants (perception des cotisations AVS - revenus modestes et intérêts moratoires)
- Approbation de l'addendum à l'accord AIA sur les comptes financiers et de l'accord AIA sur les crypto-valeurs ainsi que modification de la loi fédérale et de l'ordonnance sur l'AIA international en matière fiscale (AIAG et AIAV)
- Ordonnance sur l'organisation de crise de l'administration fédérale (OCOC)
- Motion 23.3585 Modification de la loi sur le matériel de guerre
- 2e étape de la mise en œuvre de l'initiative populaire « Pour des soins infirmiers forts (Initiative sur les soins infirmiers) » : Loi fédérale sur les conditions de travail dans le domaine des soins (BGAP) et modification de la loi fédérale sur les professions de la santé (LPSan)
- Ordonnance sur les mesures visant à réduire l'achat d'énergie électrique par les stations centrales d'épuration des eaux usées communales
- Modification de l'ordonnance sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules d'origine humaine
- Consultation sur la modification d'ordonnances dans le domaine des denrées alimentaires ainsi que dans le domaine de l'importation, du transit et de l'exportation d'animaux et de produits animaux
- Modification de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux (OBLF)
- Projet de loi fédérale sur les aides financières à l'Institut du fédéralisme
- Révision partielle de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
- Rapport sur l'efficacité 2020-2025 de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons
- Mise en œuvre et financement de l'initiative pour une 13e rente AVS ; modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) et de la loi fédérale sur les prestations complémentaires (LPC).
- Révision totale de la loi fédérale sur l'encouragement du secteur de l'hébergement et projet de nouvelle loi fédérale sur le programme d'impulsion pour la modernisation des établissements d'hébergement dans les régions de vacances saisonnières.

- Modification de la loi sur l'approvisionnement en électricité (exigences pour les entreprises d'importance systémique)
- Accord sur des mesures de solidarité pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz entre la Suisse, l'Allemagne et l'Italie
- Modification de la loi sur le service civil
- Développement de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations RPLP (révision partielle de la loi relative à une redevance sur le trafic des poids lourds LRPL)
- Paquet d'ordonnances agricoles 2024 / Politique agricole à partir de 2022 (PA22+)
- Modification de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECCT) en vue de la mise en œuvre des motions 20.4738 Ettlin et 21.3599 CER-N
- Ordonnance sur les mesures visant à réduire la consommation d'énergie électrique dans le secteur de la téléphonie mobile
- Ordonnance sur la protection du climat
- Loi fédérale sur la distribution des envois durant les week-ends et les jours fériés
- Adaptation de l'ordonnance sur la signalisation routière et de l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière en vue de la mise en œuvre de l'initiative cantonale 17.304 (« Pour des routes plus sûres, des mesures maintenant ! »)
- Mise en œuvre de la loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables au niveau de l'ordonnance et autres modifications des ordonnances concernées.
- Révision totale du droit pénal administratif
- Ordonnance sur l'utilisation de moyens électroniques de transmission du son et de l'image dans les procédures civiles (OETV)
- Modification de la loi sur la géoinformation : introduction d'un cadastre des conduites en Suisse (LKCH)
- Ct. Iv. SG. Pas de délai de prescription pour les grands criminels
- Alignement des prestations APG
- Paquet d'ordonnances Environnement automne 2024
- CO (droit du bail) : Loyer initial et loyers usuels dans la localité et le quartier
- Révision partielle de la loi sur l'approvisionnement du pays

- Révision partielle de la LAVS : adaptation des rentes de survivants
- Loi fédérale sur les systèmes d'information dans les assurances sociales (BISS)
- Reprise et mise en œuvre de la directive (UE) 2023/977 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil (développement de l'acquis de Schengen)
- Financement des dommages aux bâtiments en cas de tremblement de terre
- Modification de la loi sur les produits thérapeutiques (LPTh)
- Révision partielle de la loi sur les épidémies
- Révision des ordonnances sur l'accès au réseau et sur les horaires
- Modification de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) en vue du financement de la fondation « Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante ».
- Modification de la loi sur l'armée et l'administration militaire, de l'ordonnance sur l'administration de l'armée et de l'organisation de l'armée
- Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (assurance pour les personnes détenues)
- Révision de l'ordonnance 2 relative à la loi sur le travail (OLT 2) : Travail du dimanche dans les quartiers touristiques urbains
- Révision totale de l'ordonnance sur les produits phytosanitaires et révision de l'ordonnance sur les émoluments
- Modification d'ordonnances dans le domaine de la protection des animaux
- Modification de l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP 3) en vue d'introduire des rachats dans le pilier 3a
- Modification de la loi du 17 décembre 2010 sur la poste (LPO RS 783.0)
- Mandat de négociation avec l'UE : prise de position de l'Union démocratique du centre (UDC)
- Ordonnance sur la limitation du service universel dans le trafic postal et le trafic des paiements en cas de pénurie grave d'électricité
- Extension du champ d'application de l'ordonnance sur les chauffeurs et mise en œuvre de la motion 20.4478 Dittli
- Modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication (OST)
- Révision partielle de l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV)

- Modification de l'ordonnance du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OA-Mal) et de l'ordonnance du 29 septembre 1995 sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS)
- Modification de l'ordonnance du DFF sur l'importation en franchise d'impôt de biens en petites quantités : Abaissement général de la franchise-valeur
- Ordonnance sur la conduite automatisée (OCA) et ordonnance sur les aides financières destinées à promouvoir les solutions novatrices en matière de circulation sur les routes publiques (OASP)
- Arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2026 à 2029
- 22.454 initiative parlementaire CER-N Introduction d'un impôt réel sur les résidences secondaires
- Révision partielle de l'ordonnance sur la taxe sur la valeur ajoutée
- Ordonnance sur les mesures visant à réduire la consommation d'énergie électrique dans le transport de personnes et le transport de marchandises par chemin de fer
- Modification de la loi sur l'agriculture (mise en oeuvre de la motion 19.3445 du groupe BD « indemniser équitablement le conjoint ou le partenaire enregistré d'un exploitant agricole en cas de divorce »)
- 21.463 initiative parlementaire (Fässler) Faire des recommandations de prix également pour le bois de forêts suisses

Ces consultations peuvent être lues sur le site de l'UDC :
www.udc.ch/positions/consultations/

2.3 Communiqués, newsletter, journal du parti, conférences de presse, Editions spéciales

En 2024, l'UDC Suisse a publié au total **79 communiqués** de presse. **88 éditoriaux** ont été publiés sur un thème d'actualité. Le journal du parti « Klartext » et la version française « Franc-parler » ont été publiés **à 6 reprises**, dans chaque langue. Fin 2024, le tirage était de **50'500 exemplaires en allemand** et de **7'500 exemplaires en français**.

En 2024, l'UDC Suisse a tenu **4 conférences de presse** :

23 janvier 2024	Une rente pour tous, ce sont des milliards à la charge des actifs
13 février 2024	Les autres partis veulent abandonner le modèle de réussite de la Suisse : Les inconvénients concrets pour l'économie et l'agriculture du projet de traité de soumission à l'UE
30 juillet 2024	Conférence de presse « 200 jours du conseiller fédéral Beat Jans » : Le chaos de l'asile a pris une ampleur insupportable pour la population suisse
29 novembre 2024	Moins d'Etat, plus de prospérité !

Les détails concernant les différentes conférences de presse et les communiqués de presse peuvent être consultés sur le site de l'UDC Suisse :
www.udc.ch/actualites/publications/conferences-de-presse/

2.4 Site web et réseaux sociaux

Jusqu'au 31.12.2024 :

643'318 visites (1'457'974 pages vues) ont été enregistrées sur <https://www.svp.ch>
113'244 Besuche (202'148 pages vues) sur <https://www.udc.ch>
et 11'168 visites (19'129 pages vues) sur <https://it.udc.ch>

Cela représente en moyenne par jour 1'763 visites sur www.svp.ch, 310 sur www.udc.ch et 31 sur it.udc.ch.

En 2024, l'UDC a produit 28 contributions Youtube en allemand et 12 en français. Les contributions Youtube ont enregistré un total de 195'209 vues (en allemand) et 5'873 vues (en français). La chaîne YouTube compte 7'696 abonnés (allemand) et 668 abonnés (français).

L'UDC gère les pages Facebook « SVP Schweiz », « UDC Suisse » et des pages de campagne spécifiques. Par le biais de ces canaux, l'UDC communique régulièrement sur les actualités et mobilise ses membres et sympathisants. Au 31.12.2024, la page « SVP Schweiz » comptait 39'147 soutiens. La page Facebook francophone « UDC Suisse » en comptait 15'657. Lors de diverses journées de pointe, l'UDC a atteint entre 100'000 et 400'000 personnes avec ces pages et a généré 650'000 vues de vidéos sur l'ensemble de la période.

L'UDC gère les pages Instagram « SVPch » et « UDCsuisse ». Par le biais de ces canaux, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et mobilise ses membres et sympathisants. Au 31.12.2024, la page « SVPch » comptait 24'771 soutiens. La page Instagram francophone « UDCsuisse » en comptait 4'097. Lors de divers jours de pointe, l'UDC a atteint entre 100'000 et 200'000 personnes avec ces pages.

Depuis l'automne 2021, l'UDC exploite le canal TikTok « SVPch ». Par le biais de ce canal, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et diffuse des contenus politiques. Au 31.12.2024, le canal « SVPch » comptait 31'620 followers.

En 2024, l'UDC a produit 124 contributions TikTok en langue allemande, celles-ci ont été consultées 4'000'827 fois.

3. ORGANES DU PARTI

3.1 Assemblée des délégués

L'Assemblée des délégués (AD) de l'UDC Suisse se compose d'environ 835 délégués et est l'organe suprême du parti. En 2024, 5 assemblées des délégués ont eu lieu :

Assemblée des Délégués, samedi 27 janvier 2024, Bürglen (UR)

« Pas d'accord colonial avec l'UE – la Suisse doit rester indépendante ! »

Assemblée des Délégués, samedi 23 mars 2024, Langenthal (BE)

« Non à une nouvelle extension de l'État social au détriment de la classe moyenne ! »

Assemblée extraordinaire des Délégués, samedi 25 mai 2024, Bâle (BS)

« L'initiative pour la protection des frontières »

Assemblée des Délégués, samedi 17 août 2024, Leuk (VS)

« Protéger nos frontières, c'est protéger notre patrie ! »

Assemblée des Délégués, samedi 12 octobre 2024, Aarau (AG)

« Initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » la solution à presque tous les problèmes de notre pays »

Vous trouverez plus de détails sur les différentes assemblées des délégués sur le site de l'UDC Suisse :

www.udc.ch/actualites/assemblees-des-delegues/

3.2 Direction du parti

Le comité directeur du parti (CDP) se compose de 9 membres.

(état au 31.12.2024)

Fonction	Nom
Président de l'UDC Suisse	Marcel Dettling, Conseiller national (SZ)
Vice-présidente	Céline Amaudruz, Conseillère nationale (GE)
Vice-présidente	Magdalena Martullo, Conseillère nationale (GR)
Vice-président	Thomas Matter, Conseiller national (ZH)
Membre	Michael Graber, Conseiller national (VS)
Membre	Franz Grütter, Conseiller national (LU)
Membre	Sandra Sollberger, Conseillère nationale (BL)
Membre	Manuel Strupler, Conseiller national (TG)
Chef du groupe parlementaire	Thomas Aeschi, Conseiller national (ZG)

3.3 Comité directeur

Le comité du parti se compose de 27 personnes qui sont membres d'office ou élues. Il gère les affaires courantes du parti, entretient des contacts avec les partis cantonaux et veille à ce que leurs demandes soient prises en compte. En tant qu'organe de conciliation, il examine et décide, à la demande de membres individuels, d'organes du parti, de sections, de districts ou de partis cantonaux, en cas de litige.

(état au 31.12.2024)

De par leur fonction : Membres du comité directeur	
Les membres de la direction	Comme décrit ci-avant
Les représentants de l'UDC au Conseil fédéral	Guy Parmelin, Conseiller fédéral (VD) Albert Rösti, Conseiller fédéral (BE)
Le secrétaire général	Henrique Schneider (AI)
Les représentants des 6 partis cantonaux les plus forts en termes absolus	Domenik Ledergerber (ZH)
	Manfred Bühler, Conseiller national (BE)
	Andreas Glarner, Conseiller national (AG)
	Walter Gartmann, Conseiller national (SG)
	Martin Wicki (LU)
	Sylvain Freymond, Conseiller national (VD)
Le président des Jeunes UDC Suisse	Nils Fiechter (BE)
La présidente de l'UDC Internationale	Inge Schütz (BE)

Élection par le comité directeur :

Un représentant de la Suisse romande, un représentant de la Suisse italienne et un représentant de la Suisse romanche.	Didier Spies (JU) Piero Marchesi, Conseiller national (TI) Reto Rauch (GR)
Le responsable de la politique de sécurité	Michael Götte, Conseiller national (SG)
La responsable de la politique européenne	Magdalena Martullo, Conseillère nationale (GR)
Le responsable de la politique migratoire	Pascal Schmid, Conseiller national (TG)
Le responsable de la politique économique	Thomas Matter, Conseiller national (ZH)
Le responsable de la politique de fiscalité	Lars Guggisberg, Conseiller national (BE)

Le responsable de la politique familiale et sociale

Benjamin Fischer, Conseiller national (ZH)

3.4 Comité du parti

Le comité du parti comprend 125 membres.

(état au 31.12.2024)

Les membres de la direction

Les membres du comité directeur

Les présidents des partis cantonaux

AG	Nationalrat Andreas Glarner
AI	Martin Ebnetter
AR	Anick Volger
BE	Nationalrat Manfred Bühler
BL	Peter Riebli
BS	Pascal Messerli
FR	Timon Gavallet
GE	Lionel Dugerdil
GL	Adrian Hager
GR	Nationalrat Roman Hug
JU	Alain Koller
LU	Martin Wicki
NE	Niels Rosselet-Christ
NW	Roland Blättler
OW	Marcel Schelbert
SG	Nationalrat Walter Gartmann
SH	Andrea Müller
SO	Nationalrat Rémy Wyssmann
SZ	Nationalrat Roman Bürgi
TG	Ruedi Zbinden
TI	Nationalrat Piero Marchesi
UR	Claudia Brunner
VD	Nationalrat Sylvain Freymond
VS (Bas-Valais)	Donald Moos
VS (Haut-Valais)	Romano Amacker
ZG	Thomas Werner
ZH	Domenik Ledergerber

JUDC	Nils Fiechter
UDC International	Inge Schütz

Autres membres délégués par les partis cantonaux :

AG	Thomas Burgherr, Conseiller national Barbara Borer-Mathys Mario Gratwohl Michelle Kummli
AI	Alfred Langenegger
AR	Severina Gross
BE	Jolanda Brunner Andrea Gschwend-Pieren Miriam Gurtner Helen Morgenthaler Aliko M. Panayides Janosch Weyermann
BL	Thomas de Courten, Conseiller national Caroline Mall
BS	Pascal Messerli
FR	Bernard Bapst Liliane Marchon
GE	David-Peter Lê Claude Reymond
GL	Barbara Rhyner
GR	Mario Cortesi Petra Casty
JU	Kilian Kaufmann
LU	Stefan Dahinden Marco Frauenknecht Willi Knecht
NE	Daniel Berger
NW	Peter Wyss
OW	Severin Wallimann
SG	Roland Rino Büchel, Conseiller national Donat Kuratli Paul Scheiwiller
SH	Mariano Fioretti
SO	Christian Imark, Conseiller national Christine Rütli
SZ	Samuel Lütolf Pirmin Schwander, Conseiller aux Etats
TG	Judith Ricklin Beat Stump Yvonne Melone
TI	Lara Filippini Roberta Soldati
UR	Paul Dubacher

VD	François-Nicolas de Glutz Emmylou Ziehli
VS (UVS)	Jean-Luc Addor, Conseiller national Jérôme Desmeules
VS (OVS)	Marco Schnydrig Fredy Ursprung
ZG	Philip C. Brunner Karl Nussbaumer
ZH	Anita Borer Marco Calzimiglia Martin Haab, Conseiller national Roger Liebi Mauro Tuena, Conseiller national Tobias Weidmann Ueli Bamert
JSVP	Diego Baratti (TI) Mattia Mettler (SZ)
UDC International	John McGough

Représentants **élus** conformément à l'art. 18, ch. 1, al. 2 des statuts :
(au maximum 15 autres membres)

Membres librement élus :	
AG	Martina Bircher, Conseillère d'Etat Jean-Pierre Gallati, Conseiller d'Etat
BE	Thomas Fuchs, anc. Conseiller national Werner Salzmann, Conseiller aux Etats
NW	Michèle Blöchliger, Conseillère d'Etat
SG	Esther Friedli, Conseillère d'Etat
TI	Eros Mellini Marco Chiesa, Conseiller aux Etats
VD	Gérald Nicod
ZH	Christoph Blocher, anc. Conseiller fédéral Hans Egloff, anc. Conseiller national Christoph Mörgeli, anc. Conseiller national Gregor Rutz, Conseiller national Martin Hübscher, Conseiller national Ulrich Schlüer, anc. Conseiller national

3.5 Secrétariat général

Le secrétariat général est la centrale administrative du parti. A la fin de l'année de référence, les collaboratrices et collaborateurs suivants travaillaient au secrétariat général :

(Stand: 31.12.2024)

Fonction	Collaborateur / Collaboratrice
Secrétaire général	Henrique Schneider, Appenzell (AI)
Secrétaire général adjoint	Peter Keller, Hergiswil (NW)
Secrétaire du groupe parlementaire	Andreas Meyer, Bern (BE)
Responsable de la communication	Andrea Sommer, Solothurn (SO)
Collaborateur scientifique / secrétaire adjoint du groupe parlementaire	Marcel Schelbert, Alpnach (OW)
Collaborateur scientifique	Henri Bernhard, Münsingen (BE)
Collaborateur scientifique	Pascal Senn, Bern (BE)
Wissenschaftlicher Mitarbeiter	Yohan Ziehli, Palézieux-Village (VD)
Responsable de projet pour les partis cantonaux	Crista Baumann, Zollikofen (BE)
Collaborateur de communication	Adrian Spahr, Lengnau (BE)
Assistante du groupe parlementaire	Christa Bolliger, Bolligen (BE)
Gestionnaire de dossier	Yannik Beugger, Wichtrach (BE)
Gestionnaire de dossier	Joel Zimmermann, Ersigen (BE)
Traducteur	Timon Gavallet, Broc (FR)
Traducteur	Kevin Grangier, Noville (VD)
Traducteur	Niels Rosselet-Christ, Saint-Sulpice (NE)

3.6 Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale

Les membres du Conseil national et du Conseil des Etats élus sur les listes des partis cantonaux de l'UDC se regroupent en un groupe parlementaire indépendant. Le groupe parlementaire a pour but de défendre les objectifs politiques de l'UDC Suisse à l'intérieur et à l'extérieur des Chambres fédérales.

Conseil fédéral :

- **Guy Parmelin**, Vorsteher WBF, Bursins (VD); gewählt am 9.12.2015, im Amt seit 1.1.2016
- **Albert Rösti**, Vorsteher UVEK, Uetendorf (BE); gewählt am 07.12.2022, im Amt seit 1.1.2023

Groupe de l'Union Démocratique du Centre :

Avec 67 conseillers nationaux (62 UDC, 1 Lega, 2 UDF, 2 MCG) et 7 conseillers aux Etats (6 UDC, 1 MCG), l'UDC constitue le groupe parlementaire le plus important au Parlement fédéral.

Conseillères et conseillers nationaux (état au 31.12.2024)

AG	Burgherr Thomas, Wiliberg
----	---------------------------

	Giezendanner Benjamin, Rothrist Glarner Andreas, Oberwil-Lieli Glur Christian, Glashütten Heimgartner Stefanie, Baden Huber Alois, Wildegg Riner Christoph, Zeihen
AR	Zuberbühler David, Herisau
BE	Bühler Manfred, Cortébert Guggisberg Lars, Kirchlindach Hess Erich, Bern Knutti Thomas, Weissenburg Riem Katja, Kiesen Rüegsegger Hans Jörg, Riggisberg Umbricht Pieren Nadja, Kaltacker Wandfluh Ernst, Kandergrund
BL	De Courten Thomas, Rünenberg Sollberger Sandra, Liestal
FR	Kolly Nicolas, Essert Page Pierre-André, Châtonnaye
GE	Amaudruz Céline, Genf Bläsi Thomas, Genf
GL	Schnyder Markus, Netstal
GR	Hug Roman, Says Martullo-Blocher Magdalena, Meilen / Lenzerheide
JU	Stettler Thomas, Soyhières
LU	Grüter Franz, Eich Thalmann-Bieri Vroni, Flühli
NE	Calame Didier, Les Planchettes
OW	Rüegger Monika, Engelberg
SG	Büchel Roland Rino, Oberriet Egger Mike, Berneck Gartmann Walter, Mels Götte Michael, Tübach Reimann Lukas, Wil
SH	Hurter Thomas, Schaffhausen
SO	Imark Christian, Fehren Wyssmann Rémy, Kriegstetten
SZ	Bürgi Roman, Goldau Dettling Marcel, Oberiberg
TG	Gutjahr Diana, Amriswil Schmid Pascal, Weinfelden Strupler Manuel, Weinfelden
TI	Marchesi Piero, Tresa Pamini Paolo, Lugano
VD	Buffat Michaël, Vuarrens Freymond Sylvain, Montricher Nicolet Jacques, Lignerolle Pahud Yvan, L'Auberson

VS	Addor Jean-Luc, Savièse Graber Michael, Brig-Glis
ZG	Aeschi Thomas, Baar
ZH	Fehr Düsel Nina, Küsnacht Fischer Benjamin, Volketswil Haab Martin, Mettmenstetten Heer Alfred, Zürich Hübscher Martin, Bertschikon Matter Thomas, Zürich Rutz Gregor, Zürich Steinemann Barbara, Watt-Regensdorf Tuena Mauro, Zürich Walliser Bruno, Volketswil

Lega dei Ticinesi :

TI	Quadri Lorenzo, Lugano
----	------------------------

EDU:

BE	Gafner Andreas, Oberwil im Simmental
ZH	Vontobel Erich, Wolfhausen

MCG:

GE	Golay Roger, Onex Sormanni Daniel, Genf
----	--

Conseillers aux Etats (état au 31.12.2024)

BE	Salzmann Werner, Mülchi
SG	Friedli Esther, Ebnat-Kappel
SH	Germann Hannes, Opfertshofen
SZ	Schwander Pirmin, Lachen
TG	Stark Jakob, Buhwil
TI	Chiesa Marco, Lugano (Ruvigliana)

MCG :

GE	Poggia Mauro, Genf
----	--------------------

4. VOTATIONS FEDERALES EN 2024

Votation fédérale 3 mars 2024	Position UDC	Position PLR	Position Le Centre	Position PS	Peuple OUI en %	Peuple NON en %	Cantons OUI	Cantons NON	Résultat
Initiative populaire « Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13 ^e rente AVS) »	NON	NON	NON	OUI	58.3	41.7	15	8	acceptée
Initiative populaire du 16 juillet 2021 « Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne (initiative sur les rentes) »	OUI	OUI	NON	NON	25.2	74.8	0	23	refusée

Votation fédérale 9 juin 2024	Position UDC	Position PLR	Position Le Centre	Position PS	Peuple OUI en %	Peuple NON en %	Cantons OUI	Cantons NON	Résultat
Initiative populaire « Maximum 10 % du revenu pour les primes d'assurance-maladie (initiative d'allègement des primes) »	NON	NON	NON	OUI	44.5	55.5	7.5	15.5	refusée
Initiative populaire « Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé (initiative pour un frein aux coûts) »	NON	NON	OUI	NON	37.2	62.8	5	18	refusée
Initiative populaire « Pour la liberté et l'intégrité physique »	OUI	NON	NON	NON	26.3	73.7	0	23	refusée
Loi fédérale du 29 septembre 2023 relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (modification de la loi sur l'énergie et de la loi sur l'approvisionnement en électricité)	NON	OUI	OUI	OUI	68.7	31.3	---	---	acceptée

Votation fédérale 22 septembre 2024	Position UDC	Position PLR	Position Le Centre	Position PS	Peupl e OUI en %	Peupl e NON en %	Cantons OUI	Cantons NON	Résultat
Initiative populaire « Pour l'avenir de notre nature et de notre paysage (initiative biodiversité) »	NON	NON	NON	OUI	36.96	63.04	1.5	21.5	refusée
Modification de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP) (réforme de la prévoyance professionnelle)	OUI	OUI	OUI	NON	32.87	67.13	---	---	refusée

Votation fédérale 24 novembre 2025	Position UDC	Position PLR	Position Le Centre	Position PS	Peupl e OUI en %	Peupl e NON en %	Cantons OUI	Cantons NON	Résultat
Arrêté fédéral 29 septembre 2023 sur l'étape d'aménagement 2023 des routes nationales	OUI	OUI	OUI	NON	47.3	52.7	---	---	refusée
Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: sous-location)	OUI	OUI	OUI	NON	48.4	51.6	---	---	refusée
Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: résiliation pour besoin propre)	OUI	OUI	OUI	NON	46.2	53.8	---	---	refusée
Modification du 22 décembre 2023 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (financement uniforme des prestations)	OUI	OUI	OUI	NON	53.3	46.7	---	---	acceptée

5. L'UDC DANS LES PARLEMENTS CANTONAUX

Situation le jour des élections. Élections prises en compte jusqu'au 31.12.2024

Canton	Année électorale	Part électorale de l'UDC lors des élections cantonales	Sièges UDC au parlement cantonal	Total des sièges au parlement cantonal
AG	2024	33.9%	48	140
AI	Jährlich / 2023	*	*	50
AR	2023	10.1%	7	65
BE	2022	25.8%	44	160
BL	2023	22.9%	21	90
BS	2024	13.3%	12	100
FR	2021	16.4%	18	110
GE	2023	10.7%	12	100
GL	2022	30.3%	18	60
GR	2022	21.1%	25	120
JU	2020	11.0%	7	60
LU	2023	23.2%	27	120
NE	2021	8.1%	8	100
NW	2022	24.3%	15	60
OW	2022	25.6%	13	55
SH	2024	35.4%	21	60
SO	2021	21.0%	21	100
SG	2024	31.5%	42	120
SZ	2024	38.3%	38	100
TG	2024	32.5%	42	130
TI	2023	10.3%	9	90
UR	2024	23.6%	17	64
VD	2022	14.1%	23	150
VS	2021	16.9%	22	130
ZG	2022	21.6%	18	80
ZH	2023	24.9%	46	180

* Pas de données, car élections au niveau de l'arrondissement ou système majoritaire

6. LES SECTIONS CANTONALES DE L'UDC EN LIGNE

Canton	Site Internet	Adresse e-mail
SVP Schweiz	www.svp.ch	gs@svp.ch
AG	www.svpag.ch	info@svp-ag.ch
AI	www.svp-ai.ch	info@svp-ai.ch
AR	www.svp-ar.ch	sekretariat@svp-ar.ch
BE	www.svp-bern.ch	sekretariat@svp-bern.ch
BL	www.svp-bl.ch	info@svp-bl.ch
BS	www.svp-basel.ch	info@svp-basel.ch
FR	www.udc-fr.ch	info@udc-fr.ch
GE	www.udc-ge.ch	secretariat@udc-ge.ch
GL	www.svp-gl.ch	praesident@svp-gl.ch
GR	www.svp-gr.ch	sekretariat@svp-gr.ch
JU	www.udc-ju.ch	secretaire@udc-ju.ch
LU	www.svp-lu.ch	sekretariat@svp-lu.ch
NE	www.udc-ne.ch	secretariat@udc-ne.ch
NW	www.svp-nw.ch	info@svp-nw.ch
OW	www.svp-ow.ch	info@svp-ow.ch
SH	www.svp-sh.ch	info@svp-sh.ch
SG	www.svp-sg.ch	sekretariat@svp-sg.ch
SO	www.svp-so.ch	info@svp-so.ch
SZ	www.svp-sz.ch	sekretariat@svp-sz.ch
TG	www.svp-thurgau.ch	sekretariat@svp-thurgau.ch
TI	www.udc-ti.ch	info@udc-ti.ch
UR	www.svpuri.ch	praesident@svpuri.ch
VD	www.udc-vaud.ch	secretariat@udc-vaud.ch
Oberwallis	www.svpo.ch	info@svpo.ch
Unterwallis	www.udc-valais.ch	internet@udc-valais.ch
ZG	www.svp-zug.ch	sekretariat@svp-zug.ch
ZH	www.svp-zuerich.ch	sekretariat@svp-zuerich.ch